

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200778]

20 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 26 avril 2018 modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'exempter de droits de partage, de donation et de succession des biens immobiliers classés comme monument

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code des droits de succession, les articles 37, 38, 40, 55*sexies* et 135;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les articles 159, alinéa 1^{er}, 15^o et 209;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 septembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2018;

Vu le rapport du 13 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 64.494/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne, donné le 26 septembre 2018;

Sur la proposition du Ministre du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Ministre: le Ministre du Patrimoine;

2^o l'Administration : l'Agence wallonne du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;

3^o l'intermédiaire: le ou les mandataires désignés par toute personne physique sollicitant le bénéfice de l'exemption auquel toute signification ou communication peut être faite valablement par l'Administration;

4^o les jours ouvrables: tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux. A moins que le présent arrêté n'en dispose autrement, les articles 52, 53, 53*bis* et 54 du Code judiciaire sont applicables.

§ 2. A peine de nullité, tout envoi doit permettre de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution de courrier utilisé. L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance du délai. La date de réception est présumée, sauf preuve contraire, être le jour ouvrable suivant celui de l'envoi.

Les procédés donnant date certaine à l'envoi ou à la réception d'un acte sont :

1^o pour l'envoi, un récépissé daté du courrier fourni par le service de distribution;

2^o pour la réception, un accusé de réception, ou récépissé daté et signé par le destinataire du courrier, ou une attestation de la date de réception du courrier par son destinataire fournie par le service de distribution.

CHAPITRE II. — Exemption des droits de succession des biens immobiliers classés comme monuments

Art. 2. L'inspecteur général de l'Administration, ou le fonctionnaire délégué par lui, est chargé de :

1^o réceptionner la demande du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visé aux articles 3, 4 et 5, établir ce listing et le communiquer;

2^o réceptionner la demande des attestations visées aux articles 6 et 7, établir ces attestations et les communiquer;

3^o requérir les documents et autres éléments de preuve permettant l'établissement du listing ainsi que des attestations.

Art. 3. La demande du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visée à l'article 55*sexies*, § 2, alinéa 2, 4^o, du Code des droits de succession, est établie par les héritiers, légataires ou donataires sollicitant l'exemption, individuellement ou collectivement, ou par leur intermédiaire. Elle est envoyée à l'Administration, au moyen du formulaire établi par le Ministre.

§ 2. La demande du listing visé à l'alinéa 1^{er} mentionne :

1^o les noms et prénoms, la date de naissance, la date de décès du défunt et son dernier domicile;

2^o les noms et prénoms, domiciles et dates de naissance, de chaque héritier, légataire ou donataire sollicitant l'exemption et signataire du formulaire ainsi que le lien de parenté, d'alliance ou de cohabitation légale les ayant unis au défunt;

3^o l'adresse du bureau de perception des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession doit être déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession;

4^o les conditions nécessaires d'accès au bien de manière à permettre à l'administration d'établir le contenu du listing;

5^o l'adresse et la désignation cadastrale du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 55*sexies* du Code des droits de succession est sollicitée;

6^o la date de délivrance et l'intitulé de l'arrêté qui a procédé au classement du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 55*sexies* du Code des droits de succession est sollicitée;

7^o le cas échéant, la date de délivrance et les références de toute fiche d'état sanitaire, au sens de l'article 212 du Code wallon du Patrimoine.

La demande du listing est datée et signée par chaque héritier, légataire ou donataire sollicitant l'exemption, ou son intermédiaire. Les héritiers, légataires ou donataires, ou leurs intermédiaires, qui sollicitent l'exemption et qui formalisent une demande de délivrance de listing, déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets.

Art. 4. Dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande visée à l'article 3, l'Administration envoie le listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 3, § 2, l'Administration avertit chaque héritier, légataire ou donataire sollicitant l'exemption, ou leur intermédiaire, dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, que celle-ci n'est pas complète et précise les données manquantes.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours uniquement à partir de la date de réception par l'Administration des données manquantes visées à l'alinéa 2.

Le listing précise la nature des travaux à accomplir ou des études préalables à effectuer et la séquence selon laquelle ils doivent être réalisés. L'Administration y joint toute annexe informative ou technique qu'elle juge utile, dépourvue de caractère contraignant.

Le listing, daté et signé par le Ministre, est adressé, par l'Administration, en deux originaux, par envoi, à chaque héritier, légataire ou donataire, ou à son intermédiaire, qui sollicite l'exemption. Le premier original est destiné à être joint à la déclaration de succession, le deuxième original étant conservé par chaque héritier, légataire ou donataire sollicitant l'exemption, ou par l'intermédiaire.

Un exemplaire original complémentaire est adressé, par l'Administration, selon les mêmes modalités, au receveur des droits de succession compétent.

Art. 5. Chaque bénéficiaire de l'exemption peut solliciter auprès de l'Administration, selon la procédure visée à l'article 3, la mise à jour du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration afin de tenir compte d'opérations, d'études ou de travaux consécutifs à des événements ou découvertes fortuites, en ayant empêché la prise en compte lors de l'établissement du listing initial.

La délivrance du listing modifié intervient selon la procédure visée à l'article 4.

Art. 6. § 1^{er}. Le bénéficiaire de l'exemption, qui n'a pas offert de payer le droit visé à l'article 55^{sexies}, § 5, du Code des droits de succession, fournit au receveur des droits de succession compétent, au plus tard à l'expiration du huitième mois suivant le mois de l'échéance de la période de dix ans visée à l'article 55^{sexies}, § 3, 1^o, du Code des droits de succession, soit l'attestation prévue par l'article 55^{sexies}, § 3, 2^o, soit par l'article 55^{sexies}, § 4, alinéa 2, 2^o, du Code des droits de succession.

§ 2. La demande des attestations prévues par l'article 55^{sexies}, § 3, 2^o, 4, alinéa 2, 2^o, et 5, 2^o, du Code des droits de succession, est établie, par un ou plusieurs bénéficiaires de l'exemption, ou par leur intermédiaire. Elle est envoyée à l'Administration, au moyen du formulaire établi par le Ministre.

§ 3. La demande visée au paragraphe 2 mentionne :

- 1^o les noms et prénoms, la date de naissance, la date de décès du défunt et son dernier domicile;
- 2^o les noms et prénoms, domiciles et dates de naissance, de chaque héritier, légataire et donataire bénéficiaire de l'exemption et signataire du formulaire, ainsi que le lien de parenté, d'alliance ou de cohabitation légale les ayant unis au défunt;
- 3^o la désignation et l'adresse du bureau des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession a été déposée en vertu de l'article 38 du Code des droits de succession;
- 4^o l'adresse et la désignation cadastrale du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 55^{sexies} du Code des droits de succession, a été obtenue;
- 5^o le montant total, taxe sur la valeur ajoutée comprise, des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, accomplis conformément au listing visé à l'article 4, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 5;
- 6^o le montant des éventuels subsides alloués en vue de la réalisation des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, repris au listing visé à l'article 4, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 5;
- 7^o l'identité des titulaires de droits réels à l'égard du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 55^{sexies} du Code des droits de succession, a été obtenue, la nature de ces droits réels et leurs quotités respectives.

§ 4. La demande visée au paragraphe 2 est accompagnée des documents suivants :

- 1^o la copie de la déclaration de succession visée à l'article 55^{sexies}, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession;
- 2^o la copie du relevé visé à l'article 55^{sexies}, § 2, alinéa 4, du Code des droits de succession;
- 3^o la copie du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visé à l'article 4, éventuellement mis à jour conformément à l'article 5;
- 4^o la copie des factures de maintenance, d'études préalables ou de travaux de restauration, émises en exécution du listing visé à l'article 4, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 5, et la copie des preuves de paiement correspondantes;
- 5^o la copie des éventuelles attestations intermédiaires d'exécution de travaux, émises par l'Administration, antérieurement à la demande visée au paragraphe 2;
- 6^o la copie des décisions d'allocation de subsides, en vue de la réalisation des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, repris au listing visé à l'article 4, éventuellement mis à jour conformément à l'article 5;
- 7^o une attestation notariée, remontant à moins de quinze jours avant le jour de la demande visée au paragraphe 2, précisant l'identité des titulaires de droits réels à l'égard du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 55^{sexies} du Code des droits de succession, a été obtenue, la nature de ces droits réels et leurs quotités respectives.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5^o, pour les travaux validés par une attestation intermédiaire, les documents visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, ne sont pas joints à la demande.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 7^o, en cas de mutation immobilière, entre vifs, entre la date du décès et l'attestation notariée, cette dernière précise également le lien de parenté ou d'alliance existant, au jour de la mutation, entre les parties à l'acte.

§ 5. La demande visée au paragraphe 2 est datée et signée par chaque bénéficiaire de l'exemption qui formule cette demande, ou son intermédiaire. Les bénéficiaires de l'exemption signataires de la demande, ou leurs intermédiaires, déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets et que les opérations de maintenance, les études préalables et les travaux de restauration ont été réalisées en conformité au listing visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 3^o.

Art. 7. Dans les quatre mois de la réception de la demande visée à l'article 6, l'Administration envoie une attestation dont le modèle est établi par le Ministre.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 6, § 3, ou n'est pas accompagnée des documents probants visés à l'article 6, § 4, l'Administration avertit chaque bénéficiaire de l'exemption, ou leurs intermédiaires, dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents manquants.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours uniquement à partir de la date de réception par l'Administration des données ou des documents manquants.

L'attestation précise le montant investi dans l'immeuble, hors subsides éventuels, à la date de la demande visée à l'article 6. Elle confirme l'achèvement et le paiement des travaux accomplis en conformité avec le listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visé à l'article 4, éventuellement mis à jour conformément à l'article 5, ainsi que le montant à concurrence duquel ceux-ci sont admissibles en vertu de l'article 55^{sexies} du Code des droits de succession.

L'attestation, datée et signée par le fonctionnaire visé à l'article 2, est adressée, par l'Administration, en original, par envoi, à chaque bénéficiaire de l'exemption, ou à leurs intermédiaires.

Un exemplaire original complémentaire est adressé, par l'Administration, selon les mêmes modalités, au receveur des droits de succession auprès duquel la déclaration de succession visée à l'article 55^{sexies}, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession a été déposée.

Art. 8. En cas de désaccord quant au contenu des attestations visées aux articles 6 et 7, les bénéficiaires de l'exemption, ou leurs intermédiaires, peuvent introduire un recours, par envoi, auprès de l'Administration au plus tard trente jours à dater du troisième jour ouvrable suivant la date de la notification de l'attestation.

L'Administration instruit le recours et peut solliciter toute information complémentaire auprès de tout bénéficiaire de l'exemption. Elle communique le dossier accompagné d'une proposition de décision au Ministre dans un délai de quatre mois à dater de la réception du recours. Le Ministre statue sur le recours par une décision, notifiée à chaque bénéficiaire de l'exemption, ou leurs intermédiaires, dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier transmis par l'Administration.

Art. 9. Si le Ministre estime que l'Administration peut obtenir directement auprès de sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande du listing visé à l'article 3 ou de l'attestation visée à l'article 6, il peut dispenser les héritiers, légataires ou donataires sollicitant l'exemption ou bénéficiaires de l'exemption de les transmettre à l'Administration.

CHAPITRE III. — *Exemption des droits de partage, de donation des biens immobiliers classés comme monuments*

Art. 10. § 1^{er}. L'inspecteur général de l'Administration, ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, est chargé de :

1^o réceptionner la demande du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visé aux articles 11, 12 et 13, établir ce listing et le communiquer;

2^o réceptionner la demande des attestations visées aux articles 14 et 15, établir ces attestations, les délivrer et les communiquer;

3^o requérir les documents et autres éléments de preuve permettant l'établissement du listing ainsi que des attestations.

Art. 11. La demande du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visée à l'article 159, 15^o, alinéa 2, 3^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est établie par les personnes physiques sollicitant l'exemption, individuellement ou collectivement, ou par leur intermédiaire. Elle est envoyée à l'Administration, au moyen du formulaire établi par le Ministre.

La demande du listing visée à l'alinéa 1^{er} mentionne :

1^o les noms et prénoms, domiciles et dates de naissance, de chacune des parties à l'acte authentique auquel sera joint le listing, ainsi que le lien de parenté, d'alliance ou de cohabitation légale qui les unit;

2^o l'identité et l'adresse complète de chaque notaire appelé à signer l'acte authentique visé à l'article 159, 15^o, alinéa 2, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

3^o les conditions nécessaires d'accès au bien de manière à permettre à l'Administration d'établir le contenu du listing;

4^o l'adresse et la désignation cadastrale du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 159, 15^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est sollicitée;

5^o la date de délivrance et l'intitulé de l'arrêté qui a procédé au classement du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 159, 15^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est sollicitée;

6^o la date de délivrance et les références de toute fiche d'état sanitaire, au sens de l'article 212 du Code wallon du Patrimoine.

La demande du listing est accompagnée du projet d'acte authentique auquel sera joint le listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration.

La demande de délivrance du listing est datée et signée par chaque personne physique sollicitant l'exemption, ou son intermédiaire. Les personnes physiques sollicitant l'exemption, signataires de la demande, ou leurs intermédiaires, déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets.

Art. 12. Dans les quarante-cinq jours de réception de la demande visée à l'article 11, l'Administration envoie le listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 11, alinéa 2, ou n'est pas accompagnée des documents visés à l'article 11, alinéa 3, l'Administration avertit chaque personne physique sollicitant l'exemption, ou son intermédiaire, dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, que celle-ci n'est pas complète et précise es données ou documents manquants.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours uniquement à partir de la date de réception par l'Administration des données ou des documents manquants visés à l'alinéa 2.

Le listing précise la nature des travaux à accomplir ou des études préalables à effectuer et la séquence selon laquelle ils doivent être réalisés. L'Administration y joint toute annexe informative ou technique qu'elle juge utile, dépourvues de caractère contraignant.

Le listing, daté et signé par le Ministre, est adressé, par l'Administration, en deux originaux, par envoi, à chaque personne physique, ou à son intermédiaire, qui sollicite l'exemption. Le premier original est destiné à être joint à l'acte authentique, le deuxième original étant conservé par chaque personne physique sollicitant l'exemption, ou par l'intermédiaire.

Un exemplaire original complémentaire est adressé, par l'Administration, selon les mêmes modalités, au receveur de l'enregistrement compétent.

Art. 13. Chaque bénéficiaire de l'exemption peut solliciter auprès de l'Administration, selon la procédure visée à l'article 11, la mise à jour du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration afin de tenir compte d'opérations, d'études ou de travaux consécutifs à des événements ou découvertes fortuites, en ayant empêché la prise en compte lors de l'établissement du listing initial.

La délivrance du listing modifié intervient selon la procédure visée à l'article 12.

Art. 14. § 1^{er}. Le bénéficiaire de l'exemption, qui n'a pas offert de payer le droit visé à l'article 159, 15^o, alinéa 11, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, fournit au receveur de l'enregistrement compétent, au plus tard à l'expiration du huitième mois suivant le mois de l'échéance de la période de dix ans visée à l'article 159, 15^o, alinéa 5, 1^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, soit l'attestation prévue par l'article 159, 15^o, alinéa 5, 2^o, soit par l'article 159, alinéa 7, 2^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

§ 2. La demande de délivrance des attestations prévues par l'article 159, 15^o, alinéa 5, 2^o, alinéa 7, 2^o, et alinéa 11, 2^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, est établie, par un ou plusieurs bénéficiaires de l'exemption, ou par leurs intermédiaires. Elle est envoyée à l'Administration, au moyen du formulaire établi par le Ministre.

§ 3. La demande visée au paragraphe 2 mentionne :

1^o les noms et prénoms, domiciles et dates de naissance, de chaque personne physique bénéficiaire de l'exemption et signataire du formulaire, ainsi que le lien de parenté, d'alliance ou de cohabitation légale qui les unit;

2^o la désignation et l'adresse du bureau de l'enregistrement auprès duquel l'acte authentique a été enregistré;

3^o l'adresse et la désignation cadastrale du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 159, 15^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, a été obtenue;

4^o le montant total, taxe sur la valeur ajoutée comprise, des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, accomplis conformément au listing visé à l'article 12, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 13;

5^o le montant des éventuels subsides alloués en vue de la réalisation des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, repris au listing visé à l'article 12, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 13;

6^o l'identité des titulaires de droits réels à l'égard du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 159, 15^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, a été obtenue, la nature de ces droits réels et leurs quotités respectives.

§ 4. La demande visée au paragraphe 2 est accompagnée des documents suivants :

1^o la copie de l'acte authentique visé à l'article 159, 15^o, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

2^o la copie du relevé visé à l'article 159, 15^o, alinéa 3, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

3^o la copie du listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visé à l'article 12, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 13;

4^o la copie des factures de maintenance, d'études préalables ou de travaux de restauration, émises en exécution du listing visé à l'article 12, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 13, et la copie des preuves de paiement correspondantes;

5^o la copie des éventuelles attestations intermédiaires d'exécution de travaux, émises par l'Administration, antérieurement à la demande visée au paragraphe 2;

6^o la copie des décisions d'allocation de subsides, en vue de la réalisation des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, repris au listing visé à l'article 12, le cas échéant mis à jour conformément à l'article 13;

7^o une attestation notariée, remontant à moins de quinze jours avant le jour de la demande visée au paragraphe 2, précisant l'identité des titulaires de droits réels à l'égard du bien immobilier pour lequel l'exemption prévue par l'article 159, 15^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, a été obtenue, la nature de ces droits réels et leurs quotités respectives.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5^o, pour les travaux validés par une attestation intermédiaire, les documents visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, ne sont pas joints à la demande.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 7^o, en cas de mutation immobilière entre vifs, entre la date de l'acte authentique et l'attestation notariée, cette dernière précise également le lien de parenté ou d'alliance existant, au jour de la mutation, entre les parties à l'acte.

§ 5. La demande de l'attestation est datée et signée par chaque bénéficiaire de l'exemption formalisant cette demande, ou son intermédiaire. Les bénéficiaires de l'exemption signataires de la demande, ou leurs intermédiaires, déclarent sur l'honneur que les données communiquées et les documents annexés sont exacts et complets et que les opérations de maintenance, les études préalables et les travaux de restauration ont été réalisées en conformité au listing visé au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 3^o.

Art. 15. Dans les quatre mois de la réception de la demande visée à l'article 14, l'Administration envoie une attestation, dont le modèle est établi par le Ministre.

Lorsque la demande ne comporte pas toutes les données visées à l'article 14, § 3, ou n'est pas accompagnée des documents visés à l'article 14, § 4, l'Administration avertit chaque bénéficiaire de l'exemption, ou leurs intermédiaires, dans les vingt jours ouvrables de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, que celle-ci n'est pas complète et précise les données ou documents manquants.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours uniquement à partir de la date de réception par l'Administration des données ou des documents manquants.

L'attestation précise le montant investi dans l'immeuble, hors subsides éventuels, à la date de la demande visée à l'article 14. Elle confirme l'achèvement et le paiement des travaux accomplis en conformité avec le listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, visé à l'article 12, éventuellement mis à jour conformément à l'article 13, ainsi que le montant à concurrence duquel ceux-ci sont admissibles en vertu de l'article 159, 15^o, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

L'attestation, datée et signée par le fonctionnaire visé à l'article 10, est adressée, par l'Administration, en original, par envoi, à chaque bénéficiaire de l'exemption, ou à leurs intermédiaires.

Un exemplaire original complémentaire est adressé, par l'Administration, selon les mêmes modalités, au receveur de l'enregistrement auprès duquel l'acte authentique visé à l'article 159, 15^o, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, a été enregistré.

Art. 16. En cas de désaccord quant au contenu des attestations visées aux articles 14 et 15, les bénéficiaires de l'exemption ou leurs intermédiaires peuvent introduire un recours, par envoi, auprès de l'Administration au plus tard trente jours à dater du troisième jour ouvrable suivant la date de la notification de l'attestation.

L'Administration instruit le recours et peut solliciter toute information complémentaire auprès de tout bénéficiaire de l'exemption. Elle communique le dossier accompagné d'une proposition de décision au Ministre dans un délai de quatre mois à dater de la réception du recours. Le Ministre statue sur le recours par une décision, notifiée à chaque bénéficiaire de l'exemption, ou leurs intermédiaires, dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier transmis par l'Administration.

Art. 17. Si le Ministre estime que l'Administration peut obtenir directement auprès de sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande de délivrance du listing visé à l'article 11 ou de l'attestation visée à l'article 14, il peut dispenser les personnes physiques sollicitant l'exemption ou bénéficiaires de l'exemption de les transmettre à l'Administration.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 19. Le Ministre du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 20 décembre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200778]

20. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 26. April 2018 zur Abänderung des Erbschaftssteuergesetzbuches und des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, um unter Denkmalschutz stehende Immobilien von Teilungs-, Schenkungs- und Erbschaftssteuern zu befreien

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erbschaftssteuergesetzbuches, Artikel 37, 38, 40, 55*sexies* und 135;

Aufgrund des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, Artikel 159 Absatz 1 Ziffer 15 und Artikel 209;

Aufgrund der am 6. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. September 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 13. September 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 19. November 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr.64.494/4;

In Erwägung der am 26. September 2018 abgegebenen Stellungnahme der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region;

Auf Vorschlag des Ministers für das Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - § 1. Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der für das Erbe zuständige Minister;

2° Verwaltung: die Wallonische Agentur für das Erbe ("Agence wallonne du Patrimoine") der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° Vermittler: der bzw. die Bevollmächtigte, an den bzw. an die die Verwaltung eine rechtsgültige Zustellung oder Mitteilung richten kann, und der bzw. die von jeder natürlichen Person, die eine Befreiung beantragt, bestellt wird bzw. werden;

4° Werktag: alle Tage mit Ausnahme der Samstage, Sonntage und gesetzlichen Feiertage. Sofern im vorliegenden Erlass keine anderslautenden Bestimmungen vorliegen, sind die Artikel 52, 53, 53bis und 54 des Gerichtsgesetzbuches anwendbar.

§ 2. Bei Strafe der Nichtigkeit müssen für jede Sendung einer Urkunde unabhängig vom genutzten Zustelldienst das Versand- und das Empfangsdatum sicher feststehen. Die Sendung muss spätestens am Tag des Ablaufs der Frist erfolgen. Als Empfangsdatum gilt außer bei Beweis des Gegenteils der auf den Tag des Versands folgende Werktag.

Die Verfahren, die der Einsendung und dem Empfang einer Akte ein sicheres Datum verleihen, sind die Folgenden:

1° für die Sendung, eine datierte Abnahmebescheinigung, die von dem Zustellungsdienst ausgehändigt wird;

2° für den Empfang, eine Empfangsbestätigung oder eine vom Empfänger datierte und unterzeichnete Empfangsbescheinigung oder eine von dem Zustellungsdienst ausgehändigte Bescheinigung des Datums, an dem der Empfänger das Schreiben erhalten hat.

KAPITEL II — *Befreiung von der Erbschaftssteuer auf unter Denkmalschutz stehende Immobilien*

Art. 2 - Der Generalinspektor der Verwaltung oder der von ihm beauftragte Beamte hat folgende Aufgaben:

1° den Antrag auf Ausstellung der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten im Sinne der Artikel 3, 4 und 5 in Empfang nehmen, diese Liste aufstellen und übermitteln;

2° den Antrag auf Mitteilung der Bescheinigungen im Sinne der Artikel 6 und 7 in Empfang nehmen, diese Bescheinigungen aufstellen und übermitteln;

3° die Dokumente und sonstigen Belege anfordern, anhand derer die Liste und die Bescheinigungen aufgestellt werden können;

Art. 3 - Der Antrag auf Ausstellung der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten im Sinne von Artikel 55sexies § 2 Absatz 2 Ziffer 4 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird von den Erben, Vermächtnisnehmern oder Schenkungsempfängern gestellt, die die Befreiung einzeln oder gemeinsam oder über ihren Vermittler beantragen. Er wird der Verwaltung anhand des vom Minister aufgestellten Formulars übermittelt.

§ 2. In dem Antrag auf Ausstellung der Liste nach Absatz 1 stehen die folgenden Angaben:

1° Name und Vornamen, Geburtsdatum, Sterbedatum und letzter Wohnsitz des Verstorbenen;

2° Name und Vornamen, Wohnsitz und Geburtsdatum jedes Erben, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers, der die Befreiung beantragt, und das Formular unterschreibt, sowie Angabe des Verwandtschafts- oder Schwägerschaftsverhältnisses oder des Verhältnisses des gesetzlichen Zusammenwohnens mit dem Verstorbenen;

3° die Anschrift des Einnahmeamtes der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbschaft gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches anzumelden ist;

4° die notwendigen Voraussetzungen für den Zugang zum Gut, damit die Verwaltung den Inhalt der Liste aufstellen kann;

5° die Anschrift und die Katasterdaten des Immobiliengutes, für das die Befreiung nach Artikel 55sexies des Erbschaftssteuergesetzbuches beantragt wird;

6° das Datum der Ausstellung und die Überschrift des Erlasses, durch den das Immobiliengut, für das die Befreiung nach Artikel 55sexies des Erbschaftssteuergesetzbuches beantragt wird, unter Denkmalschutz gestellt wird;

7° gegebenenfalls das Datum der Ausstellung und die Referenzen des Merkblatts über den Erhaltungszustand nach Artikel 212 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe.

Der Antrag auf Ausstellung der Liste wird von jedem Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, der die Befreiung beantragt, oder von seinem Vermittler unterschrieben. Die Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, oder ihre Vermittler, die die Befreiung beantragen, und einen formellen Antrag auf Ausstellung der Liste einreichen, erklären auf Ehrenwort, dass die mitgeteilten Angaben und beigefügten Dokumente richtig und vollständig sind.

Art. 4 - Binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang des in Artikel 3 genannten Antrags übermittelt die Verwaltung die Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten.

Wenn der Antrag nicht alle Angaben nach Art. 3 § 2 enthält, informiert die Verwaltung jeden Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, der die Befreiung beantragt, oder ihren Vermittler binnen zwanzig Werktagen nach Eingang des in Absatz 1 genannten Antrags über die Tatsache, dass der Antrag nicht vollständig ist, wobei sie mitteilt, welche Angaben fehlen.

Die in Absatz 1 genannte Frist läuft erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben nach Absatz 2 bei der Verwaltung eingegangen sind.

Die Verwaltung fügt jeden nicht obligatorischen, informativen oder technischen Anhang bei, den sie für nützlich erachtet.

Die Verwaltung richtet zwei Originalausfertigungen der vom Minister datierten und unterzeichneten Liste per Sendung an jeden Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, der die Befreiung beantragt, oder an seinen Vermittler. Die erste Originalausfertigung ist dazu bestimmt, der Erbfallanmeldung beigelegt zu werden; die zweite Originalausfertigung wird von jedem Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, der die Befreiung beantragt, oder von seinem Vermittler aufbewahrt.

Die Verwaltung richtet eine zusätzliche Originalausfertigung an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern unter Einhaltung der gleichen Bestimmungen.

Art. 5 - Jede Person, die auf die Befreiung Anspruch hat, kann nach dem in Artikel 3 genannten Verfahren bei der Verwaltung die Aktualisierung der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten beantragen, um Maßnahmen, Studien oder Arbeiten infolge von unvorhergesehenen Ereignissen oder Entdeckungen zu berücksichtigen, die bei der Erstellung der ursprünglichen Liste nicht berücksichtigt werden konnten.

Die Ausstellung der abgeänderten Liste erfolgt nach dem in Artikel 4 beschriebenen Verfahren.

Art. 6 - § 1. Die Person, die auf die Befreiung Anspruch hat, und die Zahlung der Steuer nach Artikel 55^{sexies} § 5 des Erbschaftssteuergesetzbuches nicht angeboten hat, übermittelt dem zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern spätestens am Ablauf des achten Monats nach dem Monat der Fälligkeit der zehnjährigen Frist im Sinne von Artikel 55^{sexies} § 3 Ziffer 1 des Erbschaftssteuergesetzbuches entweder die in Artikel 55^{sexies} § 3 Ziffer 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehene Bescheinigung oder die in Artikel 55^{sexies} § 4 Absatz 2 Ziffer 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehene Bescheinigung.

§ 2. Der Antrag auf Übermittlung der in Artikel 5 § 3 Ziffer 2 und § 4 Absatz 2 Ziffer 2 und § 5 Ziffer 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehenen Bescheinigungen wird von einer oder mehreren Personen, die Anspruch auf die Befreiung haben, oder von ihrem Vermittler erstellt. Er wird der Verwaltung anhand des vom Minister aufgestellten Formulars übermittelt.

§ 3. In dem in Paragraph 2 genannten Antrag stehen die folgenden Angaben:

1° Name und Vornamen, Geburtsdatum, Sterbedatum und letzter Wohnsitz des Verstorbenen;

2° Name und Vornamen, Wohnsitz und Geburtsdatum jedes Erben, Vermächtnisnehmers oder Schenkungsempfängers, der auf die Befreiung Anspruch hat, und das Formular unterschreibt, sowie Angabe des Verwandtschafts- oder Schwägerschaftsverhältnisses oder des Verhältnisses des gesetzlichen Zusammenwohnens mit dem Verstorbenen;

3° die Anschrift des Einnahmeamtes der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbschaft gemäß Artikel 38 des Erbschaftssteuergesetzbuches anzumelden ist;

4° die Anschrift und die Katasterdaten des Immobiliengutes, für das die Befreiung nach Artikel 55^{sexies} des Erbschaftssteuergesetzbuches beantragt wird;

5° der Gesamtbetrag, einschließlich der Mehrwertsteuer, der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten, die in Übereinstimmung mit der Liste nach Artikel 4, gegebenenfalls gemäß Artikel 5 aktualisiert, ausgeführt worden sind;

6° der Gesamtbetrag der etwaigen Zuschüsse, die zwecks der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten gewährt worden sind, die in der Liste nach Artikel 4, gegebenenfalls gemäß Artikel 5 aktualisiert, angeführt sind;

7° die Identität der Inhaber von dinglichen Rechten an dem Immobiliengut, für das die in Artikel 55^{sexies} des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehene Befreiung erreicht worden ist, die Art dieser dinglichen Rechte und die jeweiligen Teilbeträge.

§ 4. Dem Antrag nach Paragraph 2 werden die folgenden Dokumente beigelegt:

1° die Kopie der Erbfallanmeldung im Sinne von Artikel 55^{sexies} § 2 Absatz 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches;

2° die Kopie der Aufstellung im Sinne von Artikel 55^{sexies} § 2 Absatz 4 des Erbschaftssteuergesetzbuches;

3° die Kopie der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten nach Artikel 4, gegebenenfalls gemäß Artikel 5 aktualisiert;

4° die Kopie der Rechnungen für die Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten, die in Ausführung der Liste nach Artikel 4, gegebenenfalls gemäß Artikel 5 aktualisiert, erstellt worden sind, und die Kopie der entsprechenden Zahlungsbelege;

5° die Kopie der eventuellen, von der Verwaltung vor dem Antrag nach Paragraph 2 ausgestellten Zwischenbescheinigungen betreffend die Ausführung der Arbeiten;

6° die Kopie der Beschlüsse zur Gewährung von Zuschüssen, die zwecks der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten gewährt worden sind, die in der Liste nach Artikel 4, gegebenenfalls gemäß Artikel 5 aktualisiert, angeführt sind;

7° eine notarielle Bescheinigung, die weniger als fünfzehn Tage vor dem Tag des Antrags nach Paragraph 2 ausgestellt wurde, zur Angabe der Identität der Inhaber von dinglichen Rechten an dem Immobiliengut, für das die in Artikel 55^{sexies} des Erbschaftssteuergesetzbuches vorgesehene Befreiung erreicht worden ist, der Art dieser dinglichen Rechte und der jeweiligen Teilbeträge.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 werden die Dokumente nach Absatz 1 Ziffer 4 dem Antrag nicht beigelegt, was die Arbeiten betrifft, die durch eine Zwischenbescheinigung validiert sind.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 7 wird im Falle einer Immobilienübertragung zwischen Lebenden zwischen dem Todesdatum und der notariellen Bescheinigung in Letzterer ebenfalls das Verwandtschafts- oder Verschwägerungsverhältnis angegeben, das am Tage der Übertragung zwischen den Parteien der Urkunde besteht.

§ 5. Der in Paragraph 2 genannte Antrag wird datiert und von jeder Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, und diesen Antrag stellt, oder von ihrem Vermittler unterzeichnet. Die Personen, die Anspruch auf die Befreiung haben, und den Antrag unterzeichnet haben, oder ihre Vermittler, erklären auf Ehrenwort, dass die mitgeteilten Angaben und beigelegten Dokumente richtig und vollständig sind, und dass die Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten in Übereinstimmung mit der Liste nach Paragraph 4 Absatz 1 Ziffer 3 durchgeführt worden sind.

Art. 7 - Innerhalb vier Monaten nach dem Empfang des in Artikel 6 genannten Antrags übermittelt die Verwaltung eine Bescheinigung, deren Muster vom Minister festgelegt wird.

Wenn der Antrag nicht alle Angaben nach Art. 6 § 3 enthält, oder wenn ihm die Belege nach Artikel 6 § 4 nicht beigefügt worden sind, informiert die Verwaltung jede Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, oder ihren Vermittler binnen zwanzig Werktagen nach Eingang des Antrags über die Tatsache, dass der Antrag nicht vollständig ist, wobei sie mitteilt, welche Angaben oder Dokumente fehlen.

Die in Absatz 1 genannte Frist läuft erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Dokumente bei der Verwaltung eingegangen sind.

In der Bescheinigung wird der am Tag des in Artikel 6 genannten Antrags in die Immobilie investierte Betrag unter Abzug der eventuellen Zuschüsse angegeben. In der Bescheinigung wird die Fertigstellung und Zahlung der in Übereinstimmung mit der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten nach Artikel 4, gegebenenfalls gemäß Artikel 5 aktualisiert, sowie der Betrag, bis zu dem diese Leistungen kraft Artikel 55^{sexies} des Erbschaftssteuergesetzbuches zulässig sind, bestätigt.

Die Verwaltung richtet eine Originalausfertigung der vom in Artikel 2 genannten Beamten datierten und unterzeichneten Bescheinigung per Sendung an jede Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, oder an ihren Vermittler.

Die Verwaltung richtet eine zusätzliche Originalausfertigung an den Einnehmer der Erbschaftssteuern, bei dem die Erbfallanmeldung nach Artikel 55^{sexies} § 2 Absatz 2 des Erbschaftssteuergesetzbuches hinterlegt worden ist, unter Einhaltung der gleichen Bestimmungen.

Art. 8 - Wenn über den Inhalt der Bescheinigungen nach den Artikeln 6 und 7 keine Einigung besteht, können die Personen, die Anspruch auf die Befreiung haben, oder ihre Vermittler bei der Verwaltung spätestens dreißig Tage ab dem dritten Werktag nach dem Datum der Notifizierung der Bescheinigung eine Beschwerde per Sendung einreichen.

Die Verwaltung untersucht die Beschwerde und kann bei jeder Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, zusätzliche Auskünfte anfordern. Die übermittelt dem Minister die Akte, der ein Beschlussvorschlag beigefügt wird, binnen einer Frist von vier Monaten ab dem Eingang der Beschwerde. Der Minister befindet über die Beschwerde durch einen Beschluss, der jeder Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, oder ihrem Vermittler, binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der von der Verwaltung übermittelten Akte notifiziert wird.

Art. 9 - Wenn der Minister der Auffassung ist, dass die Verwaltung die für die Untersuchung des Antrags auf Ausstellung der Liste nach Artikel 3 oder der Bescheinigung nach Artikel 6 notwendigen Angaben direkt bei authentischen Quellen erhalten kann, befreit er die Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die die Befreiung beantragen oder bereits erhalten haben, davon, sie der Verwaltung zu übermitteln.

KAPITEL III — Befreiung von der Teilungssteuer und von der Schenkungssteuer auf unter Denkmalschutz stehende Immobilien

Art. 10 - § 1. Der Generalinspektor der Verwaltung oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte hat folgende Aufgaben:

1° den Antrag auf das Verzeichnis der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten im Sinne der Artikel 11, 12 und 13 in Empfang nehmen, dieses Verzeichnis aufstellen und übermitteln;

2° den Antrag auf Mitteilung der Bescheinigungen im Sinne der Artikel 14 und 15 in Empfang nehmen, diese Bescheinigungen aufstellen und übermitteln;

3° die Dokumente und sonstigen Belege anfordern, anhand derer die Liste und die Bescheinigungen aufgestellt werden können.

Art. 11 - Der Antrag auf die Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten im Sinne von Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 2 Ziffer 3 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird von natürlichen Personen gestellt, die die Befreiung einzeln oder gemeinsam oder über ihren Vermittler beantragen. Er wird der Verwaltung anhand des vom Minister aufgestellten Formulars übermittelt.

In dem Antrag auf die Liste nach Absatz 1 stehen die folgenden Angaben:

1° Name und Vornamen, Wohnsitz und Geburtsdatum jeder der Parteien der authentischen Urkunde, der die Liste beigefügt werden wird, sowie Angabe des zwischen ihnen bestehenden Verwandtschafts- oder Schwägerschaftsverhältnisses oder des Verhältnisses des gesetzlichen Zusammenwohnens;

2° die Identität und vollständige Anschrift jedes Notars, der darum ersucht wird, die authentische Urkunde nach Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 2 Ziffer 1 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches zu unterzeichnen;

3° die notwendigen Voraussetzungen für den Zugang zum Gut, damit die Verwaltung den Inhalt der Liste aufstellen kann;

4° die Anschrift und die Katasterdaten des Immobiliengutes, für das die Befreiung nach Artikel 159 Ziffer 15 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches beantragt wird;

5° das Datum der Ausstellung und die Überschrift des Erlasses, durch den das Immobiliengut, für das die Befreiung nach Artikel 159 Ziffer 15 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches beantragt wird, unter Denkmalschutz gestellt wird;

6° das Datum der Ausstellung und die Referenzen des Merkblatts über den Erhaltungszustand nach Artikel 212 des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe.

Dem Antrag auf Ausstellung der Liste wird der Entwurf der authentischen Urkunde beigefügt, dem die Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten beizugeben ist.

Der Antrag auf Ausstellung der Liste wird von jeder natürlichen Person, die die Befreiung beantragt, oder von ihrem Vermittler unterschrieben. Die natürlichen Personen, die die Befreiung beantragen und den Antrag unterzeichnen, oder ihre Vermittler erklären auf Ehrenwort, dass die mitgeteilten Angaben und die beigefügten Dokumente richtig und vollständig sind.

Art. 12 - Binnen fünfundvierzig Tagen nach Eingang des in Artikel 11 genannten Antrags übermittelt die Verwaltung die Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten.

Wenn der Antrag nicht alle Angaben nach Art. 11 Absatz 2 enthält, oder wenn ihm die Dokumente nach Artikel 11 Absatz 3 nicht beigefügt worden sind, informiert die Verwaltung jede natürliche Person, die die Befreiung beantragt, oder ihren Vermittler binnen zwanzig Werktagen nach Eingang des in Absatz 1 genannten Antrags über die Tatsache, dass der Antrag nicht vollständig ist, wobei sie mitteilt, welche Angaben oder Dokumente fehlen.

Die in Absatz 1 genannte Frist läuft erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Dokumente nach Absatz 2 bei der Verwaltung eingegangen sind.

In der Liste wird die Art der auszuführenden Arbeiten oder der vorzunehmenden Vorstudien sowie deren Reihenfolge angegeben. Die Verwaltung fügt jeden nicht obligatorischen, informativen oder technischen Anhang bei, den sie für nützlich erachtet.

Die Verwaltung richtet zwei Originalausfertigungen der vom Minister datierten und unterzeichneten Liste per Sendung an jede natürliche Person, die die Befreiung beantragt, oder an ihren Vermittler. Die erste Originalausfertigung ist dazu bestimmt, der authentischen Urkunde beigelegt zu werden; die zweite Originalausfertigung wird von jeder natürlichen Person, die die Befreiung beantragt, oder von ihrem Vermittler aufbewahrt.

Die Verwaltung richtet eine zusätzliche Originalausfertigung an den zuständigen Einnahmer des Registrierungsamtes unter Einhaltung der gleichen Bestimmungen.

Art. 13 - Jede Person, die auf die Befreiung Anspruch hat, kann nach dem in Artikel 11 genannten Verfahren bei der Verwaltung die Aktualisierung der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten beantragen, um Maßnahmen, Studien oder Arbeiten infolge von unvorhergesehenen Ereignissen oder Entdeckungen zu berücksichtigen, die bei der Erstellung der ursprünglichen Liste nicht berücksichtigt werden konnten.

Die Ausstellung der abgeänderten Liste erfolgt nach dem in Artikel 12 beschriebenen Verfahren.

Art. 14 - § 1. Die Person, die auf die Befreiung Anspruch hat, und die Zahlung der Steuer nach Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 11 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches nicht angeboten hat, übermittelt dem zuständigen Einnahmer des Registrierungsamtes spätestens am Ablauf des achten Monats nach dem Monat der Fälligkeit der zehnjährigen Frist im Sinne von Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 5 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches entweder die in Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 5 Ziffer 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches vorgesehene Bescheinigung oder die in Artikel 159 Absatz 7 Ziffer 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches vorgesehene Bescheinigung.

§ 2. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigungen nach Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 5 Ziffer 2, Absatz 7 Ziffer 2 und Absatz 11 Ziffer 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches wird von einer oder mehreren Personen, die Anspruch auf die Befreiung haben, oder von ihrem Vermittler gestellt. Er wird der Verwaltung anhand des vom Minister aufgestellten Formulars übermittelt.

§ 3. In dem in Paragraph 2 genannten Antrag stehen die folgenden Angaben:

1° Name und Vornamen, Wohnsitz und Geburtsdatum jeder natürlichen Person, die auf die Befreiung Anspruch hat, und das Formular unterschreibt, sowie Angabe des zwischen ihnen bestehenden Verwandtschafts- oder Schwägerschaftsverhältnisses oder des Verhältnisses des gesetzlichen Zusammenwohnens;

2° die Bezeichnung und Anschrift des Registrierungsamtes, bei dem die authentische Urkunde registriert worden ist;

5° die Anschrift und die Katasterdaten des Immobiliengutes, für das die Befreiung nach Artikel 159 Ziffer 15 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches erreicht worden ist;

4° der Gesamtbetrag, einschließlich der Mehrwertsteuer, der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten, die in Übereinstimmung mit der Liste nach Artikel 12 ausgeführt worden sind, und gegebenenfalls gemäß Artikel 13 aktualisiert worden sind;

5° der Gesamtbetrag der etwaigen Zuschüsse, die zwecks der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten gewährt worden sind, die in der Liste nach Artikel 12 angeführt sind, und gegebenenfalls gemäß Artikel 13 aktualisiert worden sind;

7° die Identität der Inhaber von dinglichen Rechten an dem Immobiliengut, für das die in Artikel 159 Ziffer 15 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches vorgesehene Befreiung erreicht worden ist, die Art dieser dinglichen Rechte und die jeweiligen Teilbeträge.

§ 4. Dem Antrag nach Paragraph 2 werden die folgenden Dokumente beigelegt:

1° die Kopie der authentischen Urkunde nach Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches;

2° die Kopie der Aufstellung nach Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 3 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches;

3° die Kopie der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten nach Artikel 12, gegebenenfalls gemäß Artikel 13 aktualisiert;

4° die Kopie der Rechnungen für die Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten, die in Ausführung der Liste nach Artikel 12, gegebenenfalls gemäß Artikel 13 aktualisiert, erstellt worden sind, und die Kopie der entsprechenden Zahlungsbelege;

5° die Kopie der eventuellen, von der Verwaltung vor dem Antrag nach Paragraph 2 ausgestellten Zwischenbescheinigungen betreffend die Ausführung der Arbeiten;

6° die Kopie der Beschlüsse zur Gewährung von Zuschüssen, die zwecks der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten gewährt worden sind, die in der Liste nach Artikel 12, gegebenenfalls gemäß Artikel 13 aktualisiert, angeführt sind;

7° eine notarielle Bescheinigung, die weniger als fünfzehn Tage vor dem Tag des Antrags nach Paragraph 2 ausgestellt wurde, zur Angabe der Identität der Inhaber von dinglichen Rechten an dem Immobiliengut, für das die in Artikel 159 Ziffer 15 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleibührengesetzbuches vorgesehene Befreiung erreicht worden ist, der Art dieser dinglichen Rechte und der jeweiligen Teilbeträge.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 werden die Dokumente nach Absatz 1 Ziffer 4 dem Antrag nicht beigelegt, was die Arbeiten betrifft, die durch eine Zwischenbescheinigung validiert sind.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 7 wird im Falle eines Immobilienübertragung zwischen Lebenden zwischen dem Datum der authentischen Urkunde und der notariellen Bescheinigung in Letzterer ebenfalls das Verwandtschafts- oder Verschwägerungsverhältnis angegeben, das am Tage der Übertragung zwischen den Parteien der Urkunde besteht.

§ 5. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird datiert und von jeder Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, und diesen Antrag formell stellt, oder von ihrem Vermittler unterzeichnet. Die Personen, die Anspruch auf die Befreiung haben, und den Antrag unterzeichnet haben, oder ihre Vermittler, erklären auf Ehrenwort, dass die

mitgeteilten Angaben und beigefügten Dokumente richtig und vollständig sind, und dass die Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten in Übereinstimmung mit der Liste nach Paragraph 4 Absatz 1 Ziffer 3 durchgeführt worden sind.

Art. 15 - Innerhalb vier Monaten nach dem Empfang des in Artikel 14 genannten Antrags übermittelt die Verwaltung eine Bescheinigung, deren Muster vom Minister festgelegt wird.

Wenn der Antrag nicht alle Angaben nach Art. 14 § 3 enthält, oder wenn ihm die Dokumente nach Artikel 14 § 4 nicht beigefügt worden sind, informiert die Verwaltung jede Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, oder ihren Vermittler binnen zwanzig Werktagen nach Eingang des in Absatz 1 genannten Antrags über die Tatsache, dass der Antrag nicht vollständig ist, wobei sie mitteilt, welche Angaben oder Dokumente fehlen.

Die in Absatz 1 genannte Frist läuft erst ab dem Datum, an dem die fehlenden Angaben oder Dokumente bei der Verwaltung eingegangen sind.

In der Bescheinigung wird der am Tag des in Artikel 14 genannten Antrags in die Immobilie investierte Betrag unter Abzug der eventuellen Zuschüsse angegeben. In der Bescheinigung wird die Fertigstellung und Zahlung der in Übereinstimmung mit der Liste der Instandhaltungsmaßnahmen, der Vorstudien und der Restaurierungsarbeiten nach Artikel 12, gegebenenfalls gemäß Artikel 13 aktualisiert, sowie der Betrag, bis zu dem diese Leistungen kraft Artikel 159 Ziffer 15 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches zulässig sind, bestätigt.

Die Verwaltung richtet eine Originalausfertigung der vom in Artikel 10 genannten Beamten datierten und unterzeichneten Bescheinigung per Sendung an jede Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, oder an ihren Vermittler.

Die Verwaltung richtet eine zusätzliche Originalausfertigung an den Einnehmer der Registrierungsamtes, bei dem die authentische Urkunde nach Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches hinterlegt worden ist, unter Einhaltung der gleichen Bestimmungen.

Art. 16 - Wenn über den Inhalt der Bescheinigungen nach den Artikeln 14 und 15 keine Einigung besteht, können die Personen, die Anspruch auf die Befreiung haben, oder ihre Vermittler bei der Verwaltung spätestens dreißig Tage ab dem dritten Werktag nach dem Datum der Notifizierung der Bescheinigung eine Beschwerde per Sendung einreichen.

Die Verwaltung untersucht die Beschwerde und kann bei jeder Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, zusätzliche Auskünfte anfordern. Die übermittelt dem Minister die Akte, der ein Beschlussvorschlag beigefügt wird, binnen einer Frist von vier Monaten ab dem Eingang der Beschwerde. Der Minister befindet über die Beschwerde durch einen Beschluss, der jeder Person, die Anspruch auf die Befreiung hat, oder ihrem Vermittler, binnen einer Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der von der Verwaltung übermittelten Akte notifiziert wird.

Art. 17 - Wenn der Minister der Auffassung ist, dass die Verwaltung die für die Untersuchung des Antrags auf Mitteilung der Liste nach Artikel 11 oder der Bescheinigung nach Artikel 14 notwendigen Angaben direkt bei authentischen Quellen erhalten kann, befreit er die Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die die Befreiung beantragen oder bereits erhalten haben, davon, sie der Verwaltung zu übermitteln.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 18 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Art. 19 - Der für das Erbe zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 20. Dezember 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200778]

20 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering tot uitvoering van het decreet van 26 april 2018 tot wijziging van het Wetboek der Successierechten en van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten met het oog op het vrijstellen van de als monument beschermde onroerende goederen van verdeelrechten, schenkbelastingen en successierechten

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek der successierechten, de artikelen 37, 38, 40, 55*sexies* en 135;

Gelet op het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, de artikelen 159, eerste lid, 15° en 209;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 september 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2018;

Gelet op het verslag van 13 september 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 64.494/4 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Koninklijke commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest, gegeven op 26 september 2018;

Op de voordracht van de Minister van Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister: de Minister van Erfgoed;

2° de Administratie: het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Agentschap voor het patrimonium) van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

3° tussenpersoon: de gemachtigde(n) aangewezen door elke natuurlijke persoon die in aanmerking wenst te komen voor de vrijstelling die op rechtsgeldige wijze elke betekenis en mededeling vanwege de Administratie kan krijgen;

4° werkdagen: alle dagen behalve, zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen. Tenzij in dit besluit anders is bepaald, zijn de artikelen 52, 53, 53bis en 54 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing.

§ 2. Op straffe van nietigheid moet elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte gebeuren, welke uitreikingsdienst er ook gebruikt wordt. De toezending moet uiterlijk op de vervalddag van de termijn geschieden. Tenzij het tegendeel bewezen is, wordt ervan uitgegaan dat de datum van ontvangst de werkdag is die volgt op de dag van de verzending.

De procédés waarbij een vaststaande datum aan het versturen en het ontvangen van een akte wordt verleend zijn:

1° voor het versturen, een gedateerde ontvangstmelding van het schrijven, verstrekt door de distributiedienst;

2° voor het ontvangen, een bericht van ontvangst of een ontvangstmelding, gedateerd en ondertekend door de bestemming van het schrijven, of een bewijs van de ontvangstdatum van het schrijven door de bestemming ervan, verstrekt door de distributiedienst.

HOOFDSTUK II. — *Vrijstelling van de successierechten van de als monument beschermde onroerende goederen*

Art. 2. De Inspecteur-generaal van de Administratie of de door hem afgevaardigde ambtenaar, is belast met:

1° het verzoek om de in de artikelen 3, 4 en 5 bedoelde listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken te ontvangen, deze lijst op te stellen en mee te delen;

2° het verzoek om de in de artikelen 6 en 7 bedoelde attesten te ontvangen, deze attesten op te stellen en mee te delen;

3° het aanvragen van documenten en andere bewijsstukken aan de hand waarvan de listing en de attesten kunnen worden opgesteld.

Art. 3. Het verzoek om de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken bedoeld in artikel 55sexies, § 2, 4°, van het Wetboek der successierechten wordt opgesteld door de erfgenamen, legatarissen of begiftigden die om vrijstelling verzoeken, individueel of collectief, of via hun tussenpersoon. Het wordt naar de Administratie gestuurd door middel van het formulier opgesteld door de Minister

§ 2. Het verzoek om de listing bedoeld in het eerste lid, vermeldt :

1° de namen en voornamen, geboortedatum, datum van overlijden van de overledene en zijn laatste woonplaats;

2° de namen en voornamen, woonplaatsen en geboortedata van elke erfgenaam, legataris of begiftigde die om vrijstelling verzoekt en het formulier ondertekent, alsmede de band van verwantschap, aanverwantschap of wettelijk samenwonen tussen hen en de overledene;

3° het adres van het inningskantoor van de successierechten waar de aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der successierechten moet worden ingediend;

4° de noodzakelijke voorwaarden voor de toegang tot het goed om de administratie in staat te stellen de inhoud van de listing vast te stellen;

5° het adres en de kadastrale aanduiding van het onroerend goed waarvoor de in artikel 55sexies van het Wetboek der successierechten bedoelde vrijstelling wordt gevraagd;

6° de datum van afgifte en het opschrift van het besluit waarbij het onroerend goed waarvoor de vrijstelling bedoeld in artikel 55sexies van het Wetboek der successierechten aangevraagd wordt, beschermd wordt;

7° in voorkomend geval, de datum van afgifte en de referenties van de fiche in verband met de gezondheidstoestand in de zin van artikel 212 van het Waals Erfgoedwetboek.

Het verzoek om de listing wordt gedateerd en ondertekend door elke erfgenaam, legataris of begiftigde die om vrijstelling verzoekt, of zijn tussenpersoon. De erfgenamen, legatarissen of begiftigden of hun tussenpersonen die om vrijstelling verzoeken en die een aanvraag tot aflevering van listing formaliseren, verklaren op erewoord dat de overgemaakte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn.

Art. 4. Binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in artikel 3°, bezorgt de Administratie de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken.

Indien het verzoek niet alle in artikel 3, § 2 bedoelde gegevens bevat, verwittigt de Administratie elke erfgenaam, legataris of begiftigde die om vrijstelling verzoekt, of hun tussenpersoon, binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in het eerste lid dat hun aanvraag onvolledig is en vermeldt ze de ontbrekende gegevens.

De termijn bedoeld in het eerste lid gaat pas in op de datum waarop de Administratie de ontbrekende gegevens bedoeld in het tweede lid ontvangt.

In de listing wordt de aard van de uit te voeren werkzaamheden of de uit te voeren voorbereidende studies en de volgorde waarin deze moeten worden uitgevoerd, gespecificeerd. De administratie voegt daarbij elke informatieve of technische niet-bindende bijlage die zij nuttig acht.

De listing, gedateerd en ondertekend door de Minister, wordt door de Administratie in twee originelen aan elke erfgenaam, legataris of begiftigde, of aan zijn tussenpersoon, die om vrijstelling verzoekt, toegezonden. Het eerste origineel is bedoeld als bijlage bij de aangifte van nalatenschap, waarbij het tweede origineel wordt bewaard door elke erfgenaam, legataris of begiftigde die om vrijstelling verzoekt, of door de tussenpersoon.

Een bijkomend origineel exemplaar wordt volgens dezelfde modaliteiten door de Administratie aan de bevoegde ontvanger der successierechten gezonden.

Art. 5. Elke begunstigde van de vrijstelling kan de Administratie volgens de procedure bedoeld in artikel 3, verzoeken, de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken bij te werken om rekening te houden met verrichtingen, studies of werkzaamheden na toevallige gebeurtenissen of ontdekkingen die de inachtneming ervan bij de opstelling van de oorspronkelijke listing hebben voorkomen.

Het verstrekken van de gewijzigde listing gebeurt volgens de procedure bedoeld in artikel 4.

Art. 6. § 1. De begunstigde van de vrijstelling, die niet heeft aangeboden om het recht bedoeld in artikel 55*sexies*, § 5, van het Wetboek der successierechten te betalen, bezorgt de bevoegde ontvanger der successierechten, uiterlijk op het einde van de achtste maand volgend op de maand waarin de periode van tien jaar bedoeld in artikel 55*sexies*, § 3, 1^o, van het Wetboek der successierechten afloopt, hetzij het attest bedoeld in artikel 55*sexies*, § 3, 2^o, hetzij via artikel 55*sexies*, § 4, § 2, 2^o van het Wetboek der successierechten.

§ 2. De aanvraag voor de attesten bedoeld in artikel 55*sexies*, § 3, 2^o, 4, tweede lid, 2^o, en 5, 2^o, van het Wetboek der successierechten, wordt ingediend door één of meerdere begunstigten van de vrijstelling, of hun tussenpersoon. Het wordt naar de Administratie gestuurd door middel van het formulier opgesteld door de Minister.

§ 3. De aanvraag bedoeld in paragraaf 2 vermeldt:

1^o de namen en voornamen, geboortedatum, datum van overlijden van de overledene en zijn laatste woonplaats;

2^o de namen en voornamen, woonplaatsen en geboortedata van elke erfgenaam, legataris of begiftigde begunstigde van de vrijstelling en ondertekenaar van het formulier, alsmede de band van verwantschap, aanverwantschap of wettelijk samenwonen tussen hen en de overledene;

3^o de aanduiding en het adres van het inningskantoor van de successierechten waar de aangifte van nalatenschap overeenkomstig artikel 38 van het Wetboek der successierechten is ingediend;

4^o het adres en de kadastrale aanduiding van het onroerend goed waarvoor de in artikel 55*sexies* van het Wetboek der successierechten bedoelde vrijstelling werd verkregen;

5^o het totale bedrag, met inbegrip van de belasting op de toegevoegde waarde, van de instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken die zijn uitgevoerd overeenkomstig de listing bedoeld in artikel 4, zo nodig bijgewerkt overeenkomstig artikel 5;

6^o het bedrag van de eventuele subsidies die worden toegekend voor het uitvoeren van de instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken, opgenomen in de listing bedoeld in artikel 4, zo nodig bijgewerkt overeenkomstig artikel 5;

7^o de identiteit van de houders van zakelijke rechten t.o.v. het onroerend goed waarvoor de in artikel 55*sexies* van het Wetboek der successierechten bedoelde vrijstelling is verkregen, de aard van deze zakelijke rechten en hun respectievelijke quotiteiten.

§ 4. De aanvraag bedoeld in paragraaf 2 gaat vergezeld van de volgende documenten:

1^o het afschrift van de aangifte van nalatenschap bedoeld in artikel 55*sexies*, § 2, van het Wetboek der successierechten;

2^o het afschrift van het overzicht bedoeld in artikel 55*sexies*, § 2, vierde lid, van het Wetboek der successierechten;

3^o het afschrift van de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken, bedoeld in artikel 4, eventueel bijgewerkt overeenkomstig artikel 5;

4^o het afschrift van de facturen voor instandhoudingswerken, van de facturen voor voorafgaandelijke onderzoeken of herstelwerken die zijn afgegeven ter uitvoering van de listing bedoeld in artikel 4, in voorkomend geval bijgewerkt overeenkomstig artikel 5, en het afschrift van de desbetreffende betalingsbewijzen;

5^o het afschrift van de eventuele tussentijdse attesten van uitvoering van werken die door de Administratie zijn afgegeven vóór het in paragraaf 2 bedoelde verzoek;

6^o het afschrift van de beslissingen tot toekenning van subsidies met het oog op het uitvoeren van de instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken, opgenomen in de listing bedoeld in artikel 4, zo nodig eventueel bijgewerkt overeenkomstig artikel 5;

7^o een notarieel attest, dat dagtekent van minder dan vijftien dagen vóór de dag van verzoek bedoeld in paragraaf 2, met vermelding van de identiteit van de houders van zakelijke rechten t.o.v. het onroerend goed waarvoor de in artikel 55*sexies* van het Wetboek der successierechten bedoelde vrijstelling is verkregen, de aard van deze zakelijke rechten en hun respectievelijke quotiteiten.

Met betrekking tot lid 1, 5^o, worden de documenten bedoeld in lid 1, 4^o, voor werkzaamheden gevalideerd door een tussentijds attest, niet bij de aanvraag gevoegd.

In geval van een overdracht van onroerende goederen, onder levenden, tussen de datum van overlijden en het notariële attest, vermeldt dit laatste met betrekking tot lid 1, 7^o, ook de band van verwantschap of aanverwantschap die op de dag van de overdracht bestaat tussen de partijen bij de akte.

§ 5. Het in paragraaf 2 bedoelde verzoek wordt gedateerd en ondertekend door elke begunstigde van de vrijstelling die het verzoek heeft ingediend of door zijn tussenpersoon. De begunstigten van de vrijstelling die het verzoek hebben ondertekend, of hun tussenpersonen, verklaren op erewoord dat de overgemaakte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn en dat de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken zijn uitgevoerd overeenkomstig de in paragraaf 4, eerste lid, 3^o, bedoelde listing.

Art. 7. Binnen vier maanden na ontvangst van het in artikel 6 bedoelde verzoek stuurt de Administratie een attest, waarvan het model door de Minister is opgesteld.

Indien het verzoek niet alle in artikel 6, § 3 bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 6, § 4 bedoelde bewijsstukken, verwittigt de Administratie elke begunstigde van de vrijstelling, of hun tussenpersonen, binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek dat hun aanvraag onvolledig is en vermeldt ze de ontbrekende gegevens of documenten.

De termijn bedoeld in het eerste lid gaat pas in op de datum waarop de Administratie de ontbrekende gegevens of documenten ontvangt.

Het attest vermeldt het bedrag van de investeringen in het onroerend goed, met uitzondering van eventuele subsidies, op de datum van de in artikel 6 bedoelde aanvraag. Het bevestigt de voltooiing en de betaling van de werken uitgevoerd overeenkomstig de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken bedoeld in artikel 4, eventueel bijgewerkt overeenkomstig artikel 5, alsook het bedrag ter hoogte waarvan zij in aanmerking komen krachtens artikel 55^{sexies} van het Wetboek der successierechten.

Het attest, gedateerd en ondertekend door de in artikel 2 bedoelde ambtenaar, wordt door de Administratie in het origineel toegezonden aan elke begunstigde van de vrijstelling of aan hun tussenpersonen.

Een bijkomend origineel exemplaar wordt volgens dezelfde modaliteiten door de Administratie aan de ontvanger der successierechten gezonden bij wie de aangifte van nalatenschap bedoeld in artikel 55^{sexies}, § 2, tweede lid, van het Wetboek der successierechten is ingediend.

Art. 8. In geval van onenigheid over de inhoud van de in de artikelen 6 en 7 bedoelde attesten kunnen de begunstigten van de vrijstelling, of hun tussenpersonen, beroep aantekenen door dit binnen dertig dagen na de derde werkdag na de datum van kennisgeving van het attest aan de Administratie toe te zenden.

De administratie onderzoekt het beroep en kan elke begunstigde van de vrijstelling om aanvullende informatie verzoeken. Zij zendt het dossier samen met een voorstel tot beslissing binnen vier maanden na ontvangst van het beroep toe aan de Minister. De Minister beslist over het beroep bij een gemotiveerde beslissing waarvan aan de begunstigde van de vrijstelling, of hun tussenpersonen kennis wordt gegeven binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van het dossier overgemaakt door de Administratie.

Art. 9. Als de Minister acht dat de administratie de gegevens voor de behandeling van de aanvraag van de listing bedoeld in artikel 3^o of van het attest bedoeld in artikel 6 rechtstreeks bij authentieke bronnen kan verkrijgen, kan hij de erfgenamen, legatarissen of begiftigden die om vrijstelling verzoeken of de begunstigten van de vrijstelling vrijstellen van het verstreken van deze gegevens aan de Administratie.

HOOFDSTUK III. — *Vrijstelling van de verdelrechten, van de schenkelastingen
van de als monument beschermde onroerende goederen*

Art. 10. § 1. De Inspecteur-generaal van de Administratie, of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar, is belast met:

1^o het verzoek om de in de artikelen 11, 12 en 13 bedoelde listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken te ontvangen, deze lijst op te stellen en mee te delen;

2^o het verzoek om de in de artikelen 14 en 15 bedoelde attesten te ontvangen, deze attesten op te stellen, te verlenen en mee te delen;

3^o het aanvragen van documenten en andere bewijsstukken aan de hand waarvan de listing en de attesten kunnen worden opgesteld.

Art. 11. Het verzoek om de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken bedoeld in artikel 159, 15^o, tweede lid, 3^o van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt opgesteld door de natuurlijke personen die om vrijstelling verzoeken, individueel of collectief, of via hun tussenpersoon. Het wordt naar de Administratie gestuurd door middel van het formulier opgesteld door de Minister.

Het verzoek om de listing bedoeld in het eerste lid, vermeldt:

1^o de namen en voornamen, woonplaatsen en geboortedata van elk van de partijen bij de authentieke akte waarbij de listing zal worden gevoegd, alsmede de band van verwantschap, aanverwantschap of wettelijke samenwoning tussen hen;

2^o de identiteit en het volledige adres van elke notaris die wordt opgeroepen om de authentieke akte bedoeld in artikel 159, 15^o, tweede lid, 1^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten te ondertekenen;

3^o de noodzakelijke voorwaarden voor de toegang tot het goed om de Administratie in staat te stellen de inhoud van de listing vast te stellen;

4^o het adres en de kadastrale aanduiding van het onroerend goed waarvoor de in artikel 159, 15^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bedoelde vrijstelling wordt gevraagd;

5^o de datum van aflevering en het opschrift van het besluit waarbij het onroerend goed waarvoor de vrijstelling bedoeld in artikel 159, 15^o, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten aangevraagd wordt, beschermd wordt;

6^o de datum van afgifte en de referenties van de fiche in verband met de gezondheidstoestand in de zin van artikel 212 van het Waals Erfgoedwetboek.

Het verzoek om de listing gaat vergezeld van een ontwerp van authentieke akte waarbij de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken zal worden gevoegd.

Het verzoek om de listing wordt gedateerd en ondertekend door elke natuurlijke persoon die om vrijstelling verzoekt, of zijn tussenpersoon. De natuurlijke personen die om vrijstelling verzoeken, die het verzoek hebben ondertekend, of hun tussenpersoon verklaren op erewoord dat de overgemaakte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn.

Art. 12. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in artikel 11, bezorgt de Administratie de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken.

Indien het verzoek niet alle in artikel 11, tweede lid, bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 11, derde lid, bedoelde stukken, verwittigt de Administratie elke natuurlijke persoon die om vrijstelling verzoekt, of hun tussenpersoon, binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in het eerste lid, dat hun aanvraag onvolledig is en vermeldt ze de ontbrekende gegevens of documenten.

De termijn bedoeld in het eerste lid gaat pas in op de datum waarop de Administratie de ontbrekende gegevens of documenten bedoeld in het tweede lid ontvangt.

In de listing wordt de aard van de uit te voeren werkzaamheden of de uit te voeren voorbereidende studies en de volgorde waarin deze moeten worden uitgevoerd, gespecificeerd. De Administratie voegt daarbij elke informatieve of technische niet-bindende bijlage die zij nuttig acht.

De listing, gedateerd en ondertekend door de Minister, wordt door de administratie in twee originelen aan elke natuurlijk persoon, of aan zijn tussenpersoon, die om vrijstelling verzoekt, toegezonden. Het eerste origineel is bedoeld als bijlage bij de authentieke akte, waarbij het tweede origineel wordt bewaard door elke natuurlijke persoon die om vrijstelling verzoekt, of door de tussenpersoon.

Een bijkomend origineel exemplaar wordt volgens dezelfde modaliteiten door de Administratie aan de bevoegde ontvanger der registratie gezonden.

Art. 13. Elke begunstigde van de vrijstelling kan de Administratie volgens de procedure bedoeld in artikel 11, verzoeken, de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken bij te werken om rekening te houden met verrichtingen, studies of werkzaamheden na toevallige gebeurtenissen of ontdekkingen die de inachtneming ervan bij de opstelling van de oorspronkelijke listing hebben voorkomen.

Het verstrekken van de gewijzigde listing gebeurt volgens de procedure bedoeld in artikel 12.

Art. 14. § 1. De begunstigde van de vrijstelling, die niet heeft aangeboden om het recht bedoeld in artikel 159, 15°, lid 11, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten te betalen, bezorgt de bevoegde ontvanger der registratie, uiterlijk op het einde van de achtste maand volgend op de maand waarin de periode van tien jaar bedoeld in artikel 159, 15°, vijfde lid, 1°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten afloopt, hetzij het attest bedoeld in artikel 159, 15°, vijfde lid, 2°, hetzij via artikel 159, lid 7, 2°, van Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

§ 2. De aanvraag tot aflevering van de attesten bedoeld in artikel 159, 15°, lid 5, 2°, lid 7, 2°, en lid 11, 2°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt ingediend door één of meerdere begunstigten van de vrijstelling, of hun tussenpersonen. Het wordt naar de Administratie gestuurd door middel van het formulier opgesteld door de Minister.

§ 3. De aanvraag bedoeld in paragraaf 2 vermeldt:

1° de namen en voornamen, woonplaatsen en geboortedata van elke natuurlijk persoon begunstigde van de vrijstelling en ondertekenaar van het formulier, alsmede de band van verwantschap, aanverwantschap of wettelijk samenwonen tussen hen;

2° de aanduiding en het adres van het registratiekantoor waar de authentieke akte is geregistreerd;

3° het adres en de kadastrale aanduiding van het onroerend goed waarvoor de in artikel 159, 15°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bedoelde vrijstelling werd verkregen;

4° het totale bedrag, met inbegrip van de belasting op de toegevoegde waarde, van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken die zijn uitgevoerd overeenkomstig de listing bedoeld in artikel 12, zo nodig bijgewerkt overeenkomstig artikel 13;

5° het bedrag van de eventuele subsidies die worden toegekend voor het uitvoeren van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken, opgenomen in de listing bedoeld in artikel 12, zo nodig bijgewerkt overeenkomstig artikel 13;

6° de identiteit van de houders van zakelijke rechten t.o.v. het onroerend goed waarvoor de in artikel 159, 15°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bedoelde vrijstelling werd verkregen, de aard van deze zakelijke rechten en hun respectieve quotiteiten.

§ 4. De aanvraag bedoeld in paragraaf 2 gaat vergezeld van de volgende documenten:

1° het afschrift van de authentieke akte bedoeld in artikel 159, 15°, tweede lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten;

2° het afschrift van het overzicht bedoeld in artikel 159, 15°, derde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten;

3° het afschrift van de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken, bedoeld in artikel 12, desgevallend bijgewerkt overeenkomstig artikel 13;

4° het afschrift van de instandhoudingsfacturen, van de facturen voor voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken die zijn afgegeven ter uitvoering van de listing bedoeld in artikel 12, in voorkomend geval bijgewerkt overeenkomstig artikel 13, en het afschrift van de desbetreffende betalingsbewijzen;

5° het afschrift van de eventuele tussentijdse attesten van uitvoering van werken die door de Administratie zijn afgegeven vóór het in paragraaf 2 bedoelde verzoek;

6° het afschrift van de beslissingen tot toekenning van subsidies met het oog op het uitvoeren van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken, opgenomen in de listing bedoeld in artikel 12, in voorkomend geval bijgewerkt overeenkomstig artikel 13;

7° een notarieel attest, dat dagtekt van minder dan vijftien dagen vóór de dag van verzoek bedoeld in paragraaf 2, met vermelding van de identiteit van de houders van zakelijke rechten t.o.v. het onroerend goed waarvoor de in artikel 159, 15°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten bedoelde vrijstelling werd verkregen, de aard van deze zakelijke rechten en hun respectieve quotiteiten.

Met betrekking tot lid 1, 5°, worden de documenten bedoeld in lid 1, 4°, voor werkzaamheden gevalideerd door een tussentijds attest, niet bij de aanvraag gevoegd.

Met betrekking tot het eerste lid, 7°, vermeldt dit laatste ook, in geval van een overdracht van onroerende goederen, onder levenden, tussen de datum van de authentieke akte en het notariële attest, de band van verwantschap of aanverwantschap die op de dag van de overdracht bestaat tussen de partijen bij de akte.

§ 5. De aanvraag van het attest wordt gedateerd en ondertekend door elke begunstigde van de vrijstelling waarbij deze aanvraag geformaliseerd wordt, of door zijn tussenpersoon. De begunstigten van de vrijstelling die het verzoek hebben ondertekend, of hun tussenpersonen, verklaren op erewoord dat de overgemaakte gegevens en de bijgevoegde stukken juist en volledig zijn en dat de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken zijn uitgevoerd overeenkomstig de in paragraaf 4, eerste alinea, 3°, bedoelde listing.

Art. 15. Binnen vier maanden na ontvangst van het in artikel 14 bedoelde verzoek stuurt de Administratie een attest, waarvan het model door de Minister is opgesteld.

Indien het verzoek niet alle in artikel 14, § 3 bedoelde gegevens bevat of niet vergezeld gaat van de in artikel 14, § 4, bedoelde documenten, verwittigt de Administratie elke begunstigde van de vrijstelling, of hun tussenpersonen, binnen twintig werkdagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in het eerste lid dat hun aanvraag onvolledig is en vermeldt ze de ontbrekende gegevens of documenten.

De termijn bedoeld in het eerste lid gaat pas in op de datum waarop de Administratie de ontbrekende gegevens of documenten ontvangt.

Het attest vermeldt het bedrag van de investeringen in het onroerend goed, met uitzondering van eventuele subsidies, op de datum van de in artikel 14 bedoelde aanvraag. Het bevestigt de voltooiing en de betaling van de werken uitgevoerd overeenkomstig de listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken bedoeld in artikel 12, eventueel bijgewerkt overeenkomstig artikel 13, alsook het bedrag ter hoogte waarvan zij in aanmerking komen krachtens artikel 159, 15° van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Het attest, gedateerd en ondertekend door de in artikel 10 bedoelde ambtenaar, wordt door de Administratie in het origineel toegezonden aan elke begunstigde van de vrijstelling of aan hun tussenpersonen.

Een bijkomend origineel exemplaar wordt volgens dezelfde modaliteiten door de Administratie aan de ontvanger der registratie gezonden waarbij de authentieke akte bedoeld in artikel 159, 15°, tweede lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten werd geregistreerd.

Art. 16. In geval van onenigheid over de inhoud van de in de artikelen 14 en 15 bedoelde attesten kunnen de begunstigten van de vrijstelling, of hun tussenpersonen, beroep aantekenen door dit binnen dertig dagen na de derde werkdag na de datum van kennisgeving van het attest aan de Administratie toe te zenden.

De Administratie onderzoekt het beroep en kan elke begunstigde van de vrijstelling om aanvullende informatie verzoeken. Zij zendt het dossier samen met een voorstel voor een beslissing binnen vier maanden na ontvangst van het beroep toe aan de Minister. De Minister beslist over het beroep bij een gemotiveerde beslissing waarvan aan de begunstigde van de vrijstelling, of hun tussenpersonen kennis wordt gegeven binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van het dossier overgemaakt door de Administratie.

Art. 17. Als de Minister acht dat de administratie de gegevens voor de behandeling van de aanvraag tot aflevering van de listing bedoeld in artikel 11 of van het attest bedoeld in artikel 14 rechtstreeks bij authentieke bronnen kan verkrijgen, kan hij de natuurlijke personen die om vrijstelling verzoeken of de begunstigten van de vrijstelling vrijstellen van het verstrekken van deze gegevens aan de Administratie.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 19. De Minister van Erfgoed is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200780]

17 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement, l'article 6, modifié par le décret du 31 mai 2007 et par le décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, l'article 38, alinéa 2;

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation, les articles 1^{er}, 5°; 7, § 3; 9, § 4; 63, alinéa 2; 64, alinéa 2; 93 à 95 et 106, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2003 portant exécution du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activité économiques;

Vu le rapport du 24 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;